

Yaya Sangaré, ministre de la Communication, PPG : « Le dialogue national inclusif trouvera des solutions aux maux qui minent le Mali »

MALI

462

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 02 OCTOBRE 2019

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Pr Clément
DEMBÉLÉ
le révèle**

**Mountaga TALL
avait été choisi par
« Les Bâtisseurs »**



Terrorisme dans la Région de Mopti : Les FAMAs enregistrent plusieurs morts



Sécurité aéroportuaire à Bamako-Sénou : Une passoire pour bandits et terroristes

**MOBICASH
SOMAGEP SA**



**SOCIETE MALIENNE DE GESTION
DE L'EAU POTABLE - S.A.**



SPRIT

**Payez vos factures SOMAGEP SA ou
celles de vos proches avec Mobicash.
Composez *166# option 6 puis 4.**

*Les frais varient de 100 F à 250 FCFA selon le montant de la facture.

Une	Pr Clément DEMBÉLÉ le révèle : Mountaga TALL avait été choisi par « Les Bâtisseurs »	P.4
Brèves	Année scolaire 2019-2020 : C'est parti depuis hier !	P.9
	Affaire des avions cloués au sol : "Soumi" obtient la mise en place d'une commission parlementaire ?	P.9
	Dialogue national inclusif : Nicolas Normand favorable à la révision de l'Accord d'Alger	P.10
	Région de Mopti : Deux camps de l'armée malienne attaqués par des terroristes	P.10
	Affaire Bakary Togola : Les cotonculteurs passent à l'exécution de leur menace	P.11
	Communiqué du Gouvernement de la République du Mali sur l'attaque terroriste du camp des FAMa de Boulkessi et du poste militaire de Mondoro	P.11
	Affaire Abdoul Niang : Des soutiens de taille pour l'activiste	P.11
Actualité	Sécurité aéroportuaire à Bamako-Sénou : Une passoire pour bandits et terroristes	P.13
	Terrorisme dans la Région de Mopti : Les FAMAs enregistrent plusieurs morts	P.14
	Région de Kayes : La rentrée scolaire 2019-2020	P.15
	Terrorisme au G5 Sahel : Vers une nouvelle stratégie de communication de l'Elysée ?	P.16
	Incendie de deux camions citernes en l'espace de 24 heures : Curieuses coïncidences	P.17
	Panique généralisée à l'office du Niger : Le PDG et le DAF convoqués au pôle économique	P.18
Politique	Yaya Sangaré, ministre de la Communication, PPG : « Le dialogue national inclusif trouvera des solutions aux maux qui minent le Mali »	P.20
	IBK à propos du dialogue national inclusif : C'est un jalon capital dans notre cheminement démocratique et institutionnel	P.21
	Conférence-débat de l'Adema PASJ : Tiémoko Sangaré crache ses vérités	P.23
Culture & société	Carte NINA : Un sésame précieux mais inaccessible pour les maliens	P.25
International	Armement militaire turc : Comment les drones tueurs sont devenus l'arme favorite de la Turquie	P.26
	Sénégal, Abdou MBOW : « Cela fait sept ans que nous sommes au pouvoir, mais nous ne sommes toujours pas organisés »	P.27
Sport	Tournoi UFOA : La belle entrée en lice du Mali contre le Niger	P.28
	AS Bakaridjan : Premier club à avoir éjecté son entraîneur	P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.11



P.18



P.23



Pr Clément DEMBÉLÉ le révèle : Mountaga TALL avait été choisi par « Les Bâtisseurs »



Une révélation du professeur Clément DEMBÉLÉ sur les Présidentielles 2018. C'est Me Mountaga TALL qui avait été élu candidat de « Les Bâtisseurs ». Les maliens voulaient une candidature unitaire face à IBK lors des Présidentielles 2018. Les Bâtisseurs voulaient la leur offrir. Avant de jouer à Challenger, la navette spatiale qui a explosé 7 secondes après son décollage : voler en éclats en début de vol. On sait pourquoi aujourd'hui.

Le professeur Clément DEMBÉLÉ, président de la Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC), qui empêche les détourneurs de deniers publics de dormir en ce moment, était hier matin, 30 septembre, dans les studios de nos confrères de la radio privée FR3. Les questions de l'interviewer « Prince » ont emmené l'invité à se prononcer sur le flop

du regroupement politique, La Convention des Bâtisseurs, devant lequel aucun n'aurait pu tenir un tour. On connaît suffisamment le professeur DEMBÉLÉ pour savoir qu'il n'est pas le genre à fuir. Il a donc répondu à la question en expliquant que les élections étaient passées main-

tenant- donc qu'il ne trahirait pas de secret gênant.

Mais avant de nous intéresser à ses explications, avec cette révélation monumentale donc, rappelons un peu ce qu'était « Les Bâtisseurs », sa genèse, ses objectifs et sa composition. Et nous verrons à quel point un des plus grands géants politiques du Mali démocratique a fini par avoir des pieds d'argile. Et aussi à quel point ceux qui déplorent la gestion du pays aujourd'hui pourraient pâlir de regrets. Au bout, on verra à quel point le politicien est l'ennemi de lui-même. En poussant et en se défaisant de quelques scrupules, l'on pourrait même ajouter que certains n'ont aujourd'hui que ce qu'ils méritent.

Pour revenir aux Bâtisseurs, il s'agissait d'un regroupement politique qui a voulu répondre à l'attente des maliens pour avoir une candidature unitaire et crédible pour renvoyer IBK à sa piscine. La Convention était composée de grosses pointures (partis, associations et personnalités) : Modibo SIDIBÉ (FARE), Housseini Amion GUINDO (Codem), Moussa MARA (Yèlèma), Dr Hamadoun TOURÉ (Kayira), Modibo KONÉ (Mouvement Mali Kanu), Moussa Sinko COULIBALY (Plateforme pour le Changement), Me Mountaga TALL (Cnid FYT) Aboubacar DOUCOURÉ le facilitateur et le professeur Clément DEMBÉLÉ (Convergence Patriotique pour le Changement-Maliko). Ce dernier, le plus jeune, en était le porte-parole. Hamane « Serpent » TOURÉ y était très actif comme personne ressource. Cheick Modibo DIARRA avait été contacté sans réaction positive de sa part.

La Convention était une réponse aux attentes d'une candidature unitaire dès le premier tour pour sauver le Mali de la dérive. C'est le professeur Clément Dembélé qui en est le principal instigateur. Au finish, l'on s'est retrouvé avec 9





gros calibres pour fusionner les forces et gagner. Mais, l'idée le pénétra qu'il ne pouvait être juge et partie. Il désista donc, le 15 juillet, sur décision de la CPC. Il sera imité par Aboubacar Doucouré.

Et l'heureux élu est : Me TAL

La Convention a été signée le vendredi (jour saint) 15 juin 2018 à la Maison de la Presse bondée à l'occasion. Tous les candidats étaient personnellement présents sauf moussa Mara qui a justifié son absence et c'est son vice-président qui a signé son engagement solennel de-

vant son nom face aux caméras. La Convention des Bâtisseurs était officiellement lancée. Les Maliens reprenaient espoir. Ce jour-là, Me Mountaga TALL a anticipé sur certaines interrogations possibles. «D'horizons différents, nous avons un dénominateur commun : le Mali».

Il fallait alors procéder au choix du Candidat de la Convention et le soutenir dès le premier tour. Comment ? Sept critères ont été dégagés (auxquels le professeur ajouta un bonus : la lutte contre les détournements) pour élire le candidat des Bâtisseurs. Seuls les candidats étaient électeurs et aucun ne pouvait voter pour

lui-même. Et un électeur ne pouvait mettre qu'un seul nom dans l'urne. La question posée et à laquelle il fallait répondre peut-être formulée comme suit : en dehors de vous-même qui peut porter le drapeau des Bâtisseurs aux élections présidentielles 2018 ?

Après les dépouillements, le résultat du scrutin montra que tous les autres avaient voté Mountaga TALL. À partir de là, le Président du Cnid FYT était le candidat des Bâtisseurs aux Présidentielles 2018.

Clément DEMBÉLÉ informe les auditeurs de la Radio FR3 sur la suite : « Dès le lendemain, ils sont tous allés déposer leur candidature ». Du coup, le regroupement, qui avait donné la frousse à beaucoup, est parti en fumée. Si bien que Afrikinfo a pu titrer deux semaines (le 26) après le choix de Me TALL comme candidat : «Que reste-t-il de la Convention des Bâtisseurs ? ».

La réponse est : rien. La Convention est morte de sa belle mort et elle a été enterrée couverte des fleurs de ceux qui la redoutaient.

Par fidélité à l'engagement pris, DEMBÉLÉ décida de ne pas se porter candidat et la CPC décida de soutenir le candidat choisi par la Convention. Mais de candidat, il n'y en avait plus.

■ Amadou TALL



Unfpa-Mali

Le Mali dispose d'un projet de Déclaration d'Engagement pour le sommet de #Nairobi sur ICPD25. Le document a été remis au SG du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population Seydou Moussa Traoré, pour transmission aux autorités.



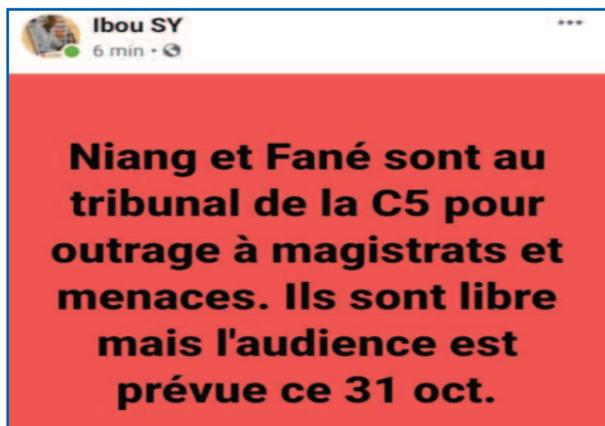
Bina Sogoba

Plus de peur que de mal, l'artiste DIABLOXY qui était en concert à Diema et se rendait pour un autre concert à Koulikoro à été victime d'un incendie avec les passagers d'un car de la Sonéf qui ont eu la peur de leurs vie. L'autobus à prit feu d'un seul coup et les passagers ont casser les vitres pour échapper aux flammes. Dieu merci il à pas eu de blesser grave. Mali Le Ministre de la Défense informe l'opinion nationale et internationale que le ratissage de la zone est en cours



Douc Vérité

Douc Vérité est avec Arouna Togola et 8 autres personnes. BRAVO ! GÉNÉRAL DAHIROU DEMBELE POUR VOTRE PRÉSENCE SUR LE TERRAIN DE COMBAT. VIVE NOS FAMA !



Seydou Mahamane Sahaba Maiga

Seydou Mahamane Sahaba Maiga a partagé une publication dans le groupe YELEMA " MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2023".



Seydou Mahamane Sahaba Maiga SOUMAÏLA CISSÉ AUX ÉLÈVES DU MALI

Bonne rentrée scolaire!

Octobre marque la rentrée des classes. Anciens comme nouveaux, c'est le départ d'une nouvelle année scolaire.

Les élèves devront fournir les efforts utiles pour leur réussite. Les enseignants dispenseront les cours nécessaires à cette réussite. Tous devront savoir que la réussite se prépare dès aujourd'hui ! En ces temps d'insécurité, je pense à ceux qui ont perdu classe et camarades.

Je pense aux élèves qui, déplacés de l'intérieur ou réfugiés, attendent des cours.

Je pense aux enseignants qui dans une classe de fortune tentent de croire en l'école malienne. Sachez que votre sacrifice n'est pas vain. Sachez que nous n'oublierons jamais ceux qui sont partis, ceux qui ont fait le don de soi !

Le métier d'enseignant est l'un des plus beaux métiers du monde!

Aux parents d'élèves, notre solidarité en ces temps de difficultés de divers ordres.

A tous et à chacun, je souhaite une année scolaire réussie!

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Mohamed Attaher Halidou

Pas de plainte du VGAL contre le journaliste Alexy Kalemby. Je viens de parler avec le Directeur de Publication du journal " Mali Tribune ". Il est serein comme toujours et garde un calme olympien.

Bien à vous mes chers amis !!!

Toujours avec le même plaisir !!!



Ammy Baba Cisse

Le mandat calamiteux et opocalyptique d'IBK en passe d'être sauvé. La purge de Malick COULIBALY.

Même les vérificateurs sont vérifiés et traqués par la Justice. Que Dieu veuille!

Malick Coulibaly et ses hommes ne blagent pas koy. La panique est chronique chez ceux qui ont osé toucher aux millions du Mali.



Amadou Tall

ANNÉE SCOLAIRE : C'EST PARTI POUR 2019-2020! -

Les enfants du Mali (près de 1000 sont fermées par les #islamistes qui sont décidés à tuer tout ce



qui n'est pas enseignement coranique ou islamique) ont repris ce matin le chemin des classes.

Vers quel genre d'aller scolaire se dirige-t-on?

Les enseignants du public ont donné le ton qui ne présage rien de bon. De leur côté, les islamistes ne veulent pas voir d'autres écoles que les leurs. Et ils ont le soutien de la communauté internationale qui laisse faire tantôt et tantôt leur donne un coup de main indirect (neutraliser l'Etat, l'armée et les forces de sécurité).

C'est rigolo, les revendications d'augmentation de salaire des enseignants. Que seront ils le jour où il n'y aura plus une école publique? Où les médersa et les écoles coraniques auront pris toute la place?

COMMUNIQUÉ DES TFCABT

MISE EN GARDE DES #POLICIERS ET DES #GENDARMES

1 - La Direction internationale des TFCABT porte à la connaissance de tous que la bande des Très fâchés contre le transfert de #BakaryTOGOLA est devenue les Très fâchés contre l'arrestation de Bakary TOGOLA (TFCABT). C'est pour mieux cacher notre jeu, donc stratégique.

2 - La bande tient à attirer l'attention de nos militants #policiers de la circulation - #CCR - (villes) et les #gendarmes des campagnes que des individus très malveillants, des apatrides et des "gñiengo" rôdent partout en ce moment.

Aussi, nous conseillons à nos adhérents dans ces deux corps de ne plus prendre un franc avec qui que ce soit dans la circulation, lors des patrouilles ou aux points de contrôle.

Car ces mauvais citoyens risquent d'aller vous dénoncer chez un certain #KHASHOGGI (est ce que c'est malien ça même?) qui serait un pro curé (se prénommer Mohamed et être ami des curés!, des chefs chrétiens!). Ce pro curé ne connaît que la prison.

3 - Le danger pourrait rapidement se propager à tous les autres secteurs. Donc, gaffe partout. Ne sortez plus en 4x4 et faites tout pour paraître autre chose. Vous avez compris?

4 - C'est la vie même qui devient impossible. Celui pour qui on a voté est plein maintenant. Il ferme les yeux pour se tirer d'affaires.

5 - En attendant de trouver une solution, nos calomniateurs sont à l'oeuvre, faites tout pour ressembler à un riche tombé dans la pauvreté.

5 - Cessons d'être arrogants pour inspirez la pitié. Faut que les gens disent a notre passage: "#Ndeyssane, do nté wélé do nna." C'est juste un moment à passer. Car, nos équipes sont à l'oeuvre.

LES MALIENS SONT AVEC NOUS. Osez lutter, c'est osez vaincre. Nous vaincrons. Votre humble serviteur et Sécrégé

Malick Konate

Abdoul Niang et Bouba Fané ont été entendu par le juge d'instruction et l'audience proprement dite est prévue pour le 31 octobre 2019 au tribunal de la commune V. Rappelons que les deux sont poursuivis pour outrage à magistrat et menace.



Mardi 01 octobre 2019 : Un car de la compagnie de transport SONEF a pris feu entre Diéma et Diediéni en provenance de Diéma, région de Kayes. Il n'y a pas de bilan pour le moment.

Pourquoi vous êtes méchants comme ça ? Mon frère Abdoul Niang demande votre aide et vous voulez l'enfoncer encore. Ayé sabali hein!

Casimir Apiè Sangala

Casimir Apiè Sangala est avec Apej Mali.

Les directeurs de l'APEJ et du Service National des Jeunes ont échangé ce mardi matin sur les opportunités de partenariat au profit des jeunes.

De lugubres personnages volent des centaines de millions, puis arrogants, suffisants, mondains, jugent les autres comme des idiots. L'insulte la plus courante en français est imbécile (pas intelligent), en anglais c'est stupide (privé de sens) ! Qui dit mieux !

Le marché des extincteurs en hausse à Bamako ! On ne sait jamais!



Larmes des pauvres

Mopti ce jour 29/09, un poste de péage de daldougou, situé sur l'axe #Sévaré - #Gao a fait l'objet d'une attaque, les agents du péage et des gardes ont été enlevés selon une source locale. par ailleurs, un gendarme blessé a pu s'échapper.



Keita Aminata Maiga

"Ensemble mettons fin au mariage précoce et au viol en Afrique". En marge de la session des Premières Dames membres de l'OAFILA

, à New York, ma soeur de Sierra Leone, Fatima Maada Bio nous a invitées à prendre part, à un déjeuner de travail pour échanger sur le sujet.



Mediart

Depuis son élection, Ekrem Imamoglu se bat pied à pied avec le camp du président Erdogan. L'élu social-démocrate, qui effectue à Paris sa première visite hors de Turquie, s'affirme comme un concurrent redoutable pour le chef d'État islamo-conservateur.



ibrahim sysawane

#Mali: Un camp complètement dévasté, une dizaine de soldats sous le commandement du G5Sahel tuée, plusieurs pickup armés, une quinzaine des caisses de munitions, lancé-roquettes, tal-kie-walkie emportés. c'est le bilan provisoire après l'attaque des localités de #Mondoro et #Boulkessy



Mali Actu



Mali : Interview Exclusive du président du Front Africain pour la Démocratie (FAD) " Le Dialogue national inclusif est devenu un forum de la majorité présidentielle pour discuter de ce qu'elle veut " #Mali. Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

Dans le cadre du dialogue national inclusif, le ministre des réformes institutionnelles et de la relation avec la société civile, Mr Amadou Thiam a effectué une visite de travail au siège du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) ce mardi 1 octobre 2019.

Il a tenu à saluer l'engagement et la participation efficace des membres du CSDM lors des réunions préparatoires de l'atelier de concertation nationale de la société civile les 7 et 8 septembre 2019 à Bamako et notre mobilisation lors de ces deux journées d'échanges inter maliens. interview du président Haïdara après la sortie de la rencontre.

PINAL



Chers amis, La situation du pays est devenu très inquiétante. Des faits très troublants se produisent dans le Centre du pays. Des tueries

d'innocents, nous sommes progressivement en train de basculer dans le cannibalisme. Oui, je dis bien du cannibalisme.

Dans de récentes vidéos, des individus se glorifient à visage découvert d'avoir décapité, démembré et éventré des personnes. Dans lesdites vidéos, les intéressés exhibent fièrement le foie, le cœur et la tête d'un être humain dont le corps gît au sol et affirment sans broncher qu'ils se préparent à offrir ces parties du corps à leur chef militaire qui doit...les MANGER!

C'est grave et révoltant. J'en appelle à l'action urgente des services d'investigation judiciaire pour faire arrêter ces individus et les traduire devant la Justice. Ils ne se cachent pas et sont même prêts à donner leurs noms en pleine vidéo, convaincus qu'ils se sortiront de telles atrocités en toute impunité. Le cannibalisme est dégoûtant, ignoble et inhumain. Il faut vraiment y mettre un terme. C'est plus qu'une question de justice, il en va de l'image même du Mali et de son Peuple. Je refuse catégoriquement d'être associé d'une quelconque manière à ce genre de personnes.

Je présente mes excuses pour la violence des images mais elles servent à interpellé qui de droit sur l'urgence d'une action judiciaire forte à l'encontre de ces cannibales ! COD

SAMA

transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Année scolaire 2019-2020 : C'est parti depuis hier !

Hier mardi 1er octobre 2019, les petits écoliers ont repris le chemin de l'école dans l'euphorie de retrouver les amis et l'inconscience de leur âge. L'attrait des sacs neufs, les habits et chaussures neufs, les tresses neuves, remplissent leur petit cœur de joie. Même si le matin, c'est avec les joues encore gonflées des restes du sommeil qu'ils ont quitté la maison. Et c'est en gambadant que les petits bouts de chou se sont précipités vers leurs rétablissements respectifs.

Toute la semaine, les tresseuses (coiffeuses) des quartiers ont eu fort à faire pour embellir les têtes des petites reines. Après les tresses, on y accroche des perles, des guirlandes et on ne sait encore quoi. Les séances des tresses sont certes fatigantes, mais quand on est une femme, il faut souffrir pour être belle. C'est la dure loi de la vie ! Les tailleurs aussi ont été sollicités.

K et M ont eu la tête bien tressée chez la voisine derrière le goudron (elles tiennent à le préciser) mais elles n'ont aucun chichi dans les cheveux. Votre serviteur demande alors pourquoi cette absence de garniture sur la tête et la réponse est venue tout calmement : « Notre école n'autorise pas ces choses-là » (traduction). Les deux sœurs ne semblent pas en faire un drame outre mesure. Bonne ou mauvaise chose ? La réponse appartient aux éducateurs.

Le lundi 30 donc, les mamans ont couché tôt leurs bouts de chou : demain vous allez à l'école, il faut dormir tôt. Les établissements scolaires, eux, sont prêts à recevoir leurs pépites d'or sur pieds.

Aussi, certaines écoles (privées surtout) avaient refait la peinture, remplacé le matériel défectueux et bien nettoyé la cour pour accueillir les princes et princesses de petite taille. Tout était fin prêt, notamment les toilettes, les aires de jeux et même le parking pour permettre aux parents de déposer et de venir chercher les enfants en toute sécurité.

Cette première journée de rentrée scolaire s'est plutôt bien passée dans l'ensemble. Ceci dit, les problèmes ne manquent pas dans ce secteur d'éducation nationale. Mais aujourd'hui n'est pas bien indiqué pour les aborder les aspects qui fâchent. Ça n'est que partie remise.

■ Amadou TALL



Affaire des avions cloués au sol : "Soumi" obtient la mise en place d'une commission parlementaire ?



La session budgétaire de l'Assemblée nationale ouvrira le lundi prochain. Outre l'examen et l'adoption du budget national, selon des sources, une commission parlementaire sera mise en place pour enquêter sur l'affaire dite des avions cloués au sol.

Dans une semaine, la session d'octobre de l'Assemblée nationale s'ouvrira. Constitutionnellement, elle sera consacrée essentiellement à l'examen et à l'adoption du budget. Outre ce point, l'on murmure à l'Assemblée nationale la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur la sulfureuse affaire de l'achat d'avions militaires comme réclamé par le chef de file de l'Opposition.

« Nous attendons l'ouverture de la session d'octobre pour analyser ce dossier », nous a affirmé un député. Selon lui, au moment venu, l'Assemblée nationale prendra la décision qu'il faut.

Par ailleurs, un autre député de la majorité parlementaire est déjà favorable à la mise en place d'une commission d'enquête. « En mettant en place cette commission, nous allons crédibiliser l'Assemblée nationale », a justifié notre interlocuteur.

Cette commission ne va-t-elle pas empiéter sur le travail du Parquet ? Y aura-t-il une violation de textes ? Selon une source, ces inquiétudes ne sont plus à l'ordre du jour puisque le Parquet n'aurait pas encore ouvert de dossier sur cette affaire d'avions cloués au sol. Ainsi, commente notre source, il y a de fortes chances que l'Assemblée nationale examine la demande de l'Opposition et de constituer une équipe qui va enquêter sur ce dossier.

Pourtant le Procureur du Pôle économique et financier du District de Bamako avait annoncé l'ouverture d'une enquête au sujet de cette même affaire, au cours d'un point de presse, en août dernier. À quoi faut-il alors s'en tenir ? D'autant plus que le Premier ministre soutiendrait le contraire et en aurait informé les augustes membres de l'Assemblée nationale de la non-ouverture d'enquête, laissant la voie libre à la mise en place d'une Commission d'enquête parlementaire.

■ Par Sikou BAH



Dialogue national inclusif : Nicolas Normand favorable à la révision de l'Accord d'Alger



Il y a une semaine, sur sa page LinkedIn, l'auteur du Grand livre de l'Afrique et ex-ambassadeur de la France au Mali, Nicolas Normand, se prononçait sur le Dialogue politique inclusif. Une démarche entreprise par le chef d'État malien et son Gouvernement depuis quelques mois afin d'opérer de grandes réformes politiques susceptibles de stabiliser et par ricochet permettre le développement du Mali.

« Appropriation ? Détricotage ou révision pour sauver l'unité du Mali ? », telle est la quintessence de l'espoir que porte cet ancien diplomate français sur le Dialogue politique inclusif. Selon lui, ce processus devra conduire à « revisiter » l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger. « Le Dialogue politique inclusif prévu au Mali, proposé par le Président IBK et ouvert à tous pourrait être, s'il a bien lieu, une occasion importante de revisiter l'Accord d'Alger que le Parlement malien n'avait guère pu discuter », lit-on dans sa déclaration sur sa page LinkedIn.

N'ayant pas sa langue dans sa poche, Nicolas Normand apprécie cette démarche des autorités maliennes qui sont selon lui « placées entre le marteau (la France, le Conseil de sécurité de l'ONU) et l'enclume (l'opinion malienne qui semble rejeter l'accord, celui étant au moins peu populaire). »

D'après lui, ce Dialogue pourra être une occasion parfaite pour évaluer les tenants et les aboutissants de l'Accord d'Alger, ses « avantages et ses inconvénients ».

En effet, lors de son Discours à la nation à l'occasion du 59^e anniversaire d'indépendance du Mali, le 22 septembre 2019, le Président de la République malienne, Ibrahim Boubacar Kéita, n'a pas manqué d'évoquer la possibilité que l'Accord soit rediscuté. « [...] Je tiens à réaffirmer l'attachement du Gouvernement malien à cet accord, quitte à en discuter certaines dispositions, l'essentiel étant d'en conserver l'esprit », avait-il dit à cette occasion.

Depuis lors, les réactions ne faiblissent point du côté de ceux pour qui ce document tient lieu de livre saint.

L'intervention de Nicolas Normand aurait servi de point d'ancrage ayant donné le courage au chef de l'État d'évoquer cette possibilité. Rappelons que bien avant Nicolas Normand, cette problématique de révision de l'Accord a toujours été au centre des préoccupations des partis d'opposition maliens.

■ F. TOGOLA

Région de Mopti : Deux camps de l'armée malienne attaqués par des terroristes



De présumés jihadistes ont mené dans la nuit de dimanche à lundi une double attaque dans la Région de Mopti au centre du Mali. Dans la localité de Mondoro, c'est une position de l'armée malienne qui était visée, alors que dans la localité de Boulikessi, c'est une position du bataillon malien de la force conjointe G5 qui a été visée.

Si à Mondoro, deux civils ont été tués, on ne connaît pas encore exactement le bilan de l'attaque de Boulikessi où comme à Mondoro, du matériel militaire a été emporté par les assaillants.

Environ 150 kilomètres séparent les localités de Boulikessi et de Mondoro. De sources concordantes, ce sont de présumés jihadistes du groupe Ansaroul Islam qui ont mené de manière coordonnée les deux opérations.

Lourdes pertes matérielles

À Boulikessi, à l'ouest de la frontière avec le Burkina Faso, c'est le bataillon malien de la force conjointe G5 qui a été visé. Un communiqué officiel parle de lourdes pertes en matériel et de dégâts importants.

Les assaillants présumés jihadistes étaient, selon plusieurs sources, lourdement armés. Dans cette localité, le sort d'au moins cinq soldats évoluant sur place et sous le commandement G5 est pour le moment incertain.

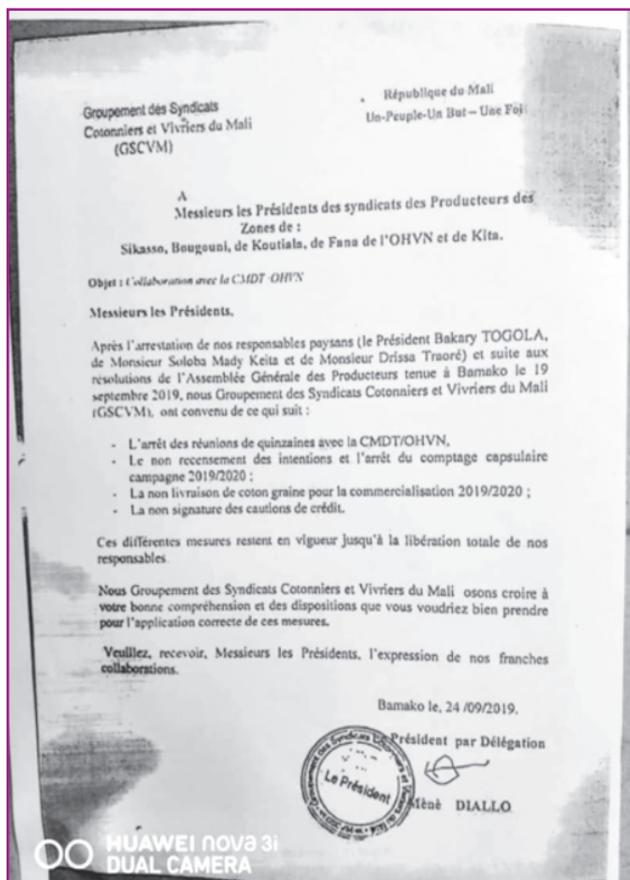
Lisez et faites

Malikilé

votre journal numérique

Affaire Bakary Togola : Les cotonculteurs passent à l'exécution de leur menace

Les cotonculteurs ont décidé de ne pas vendre leurs cotons si Bakary Togola n'est pas libéré. L'Etat risque de perdre des centaines de milliards dans cette guéguerre politico-judiciaire.



Affaire Abdoul Niang : Des soutiens de taille pour l'activiste

La première dame Mme Keita Aminata Maiga apporte aussi son soutien à l'activiste Abdoul Niang. 5 Millions CFA ont été remis au chroniqueur par l'intermédiaire du député Mamadou Diarassouba. L'activiste Abdou Niang, réputé proche du pouvoir, a fait l'objet d'une convocation chez le juge pour avoir tenu des propos injurieux envers le garde des sceaux et les juges qui ont courageusement lancé ces derniers temps une véritable croisade contre la corruption jusque dans le cercle proche du pouvoir.

Au surlendemain de son passage au bureau du juge, le député Mamadou Diarassouba du RPM a remis la somme de 5 millions CFA au chroniqueur Abdou Niang pour le compte de la première dame qui lui demande de la retenue. Mme Keita Aminata Maiga met en garde l'activiste du pouvoir contre toute insolence envers le ministre Malick Coulibaly et le procureur Kassougué afin que le pouvoir puisse négocier calmement son sort avec la justice malienne.

Communiqué du Gouvernement de la République du Mali sur l'attaque terroriste du camp des FAMA de Boukessi et du poste militaire de Mondoro :

Le Gouvernement de la République du Mali porte à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale, que dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 Septembre 2019, le Camp des FAMA (Forces Armées maliennes) de Boukessi et le poste militaire de Mondoro dans la Région de Mopti, ont fait l'objet d'une violente attaque djihadiste.

Dans les rangs de nos Forces Armées, aucun bilan précis n'est disponible sur le plan humain, par contre, nous déplorons de lourdes pertes en matériels et des dégâts importants. Une vaste opération aérienne a été effectuée dans la zone, pour neutraliser les assaillants et reprendre le contrôle effectif de nos positions.

Le Gouvernement condamne cette attaque terroriste contre les FAMA avec la plus grande vigueur, s'incline devant la mémoire des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Le Gouvernement salue le courage et la détermination des valeureux soldats maliens qui se battent quotidiennement pour la protection et la sécurisation des maliens et leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

Le Gouvernement réitère son appel à la communauté internationale pour s'engager résolument aux côtés des Maliens dans leur quête légitime de paix et de stabilité.

Par ailleurs, le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants et le Chef d'État-Major Général Adjoint des Armées sont sur place pour faire l'évaluation exacte de la situation sur le terrain et renforcer les positions vulnérables dans la zone d'action.

Les informations complètes seront communiquées aussitôt que les détails des événements seront clairement précisés.

Bamako, le 30 septembre 2019

**Le Ministre Porte-parole du Gouvernement
Yaya SANGARE**

Le ministre de la sécurité intérieure le général Salif Traoré est chargé de cette mission auprès du ministre de la Justice Malick Coulibaly qui est déterminé à poursuivre son travail sans aucune concession.



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Sécurité aéroportuaire à Bamako-Sénou : Une passoire pour bandits et terroristes



L'aéroport international Modibo Keita Sénou n'est pas sûr. Les Maliens ont pu se rendre compte de la porosité de cette vitrine du pays vers l'extérieur lorsqu'une femme a pu déjouer toutes les mesures de sécurité avec une arme à feu dans son sac. Le Mali est en insécurité chronique et c'est un secret de polichinelle, du moins du côté de l'Aéroport international Modibo Keita-Sénou. Le scénario avec la femme du politicien Yeah Samaké qui a pu contourner toutes les barrières de sécurité pour s'engouffrer dans un vol à destination de Paris Charles de Gaulles a laissé tout le monde sans voix. C'est la police française qui a décelé l'arme dans les bagages de la dame qui a été placée en garde à vue, avant d'être condamnée à huit mois de prison avec sursis et une forte amende. Cela, pour prouver à quel point les Français ne blaguent pas avec les mesures de sécurité, surtout au niveau des aéroports. Sous d'autres cieux, le Directeur général des Aéroports allait être relevé de ses fonctions le même jour. Car, il est inadmissible et même honteux de ridiculiser tout un pays par un manque de rigueur dans

le contrôle des passagers à l'aller comme au retour. Cet incident scandaleux qui a mis en branle toute la diplomatie malienne et française aurait même coûté la prison au Directeur général. Parce que si cet incident a pu avoir lieu, il est évident que des centaines d'autres l'ont été. Comment des individus payés sur le budget national peuvent se permettre de telles légèretés dans l'exercice de leurs fonctions, mettant du coup tout le pays en insécurité. Les Maliens ont encore en mémoire le cas Mahamadou Djéri Maïga. Lui qui se baladait avec plus de quatre cent millions de FCFA dans une mallette, avant de se faire interpellé par les services de sécurité aéroportuaires de la Côte d'Ivoire. Aussi, des sources sûres rapportent-elles que les portiques de sécurité de l'aéroport ne fonctionneraient pas convenablement. Elles soutiennent que des grandes quantités d'or ont pu transiter par ce même aéroport à destination d'un pays européen par un vol assuré par une grande compagnie dont elles taissent le nom. Des employés expliquent que les agents de sécurité de l'aéroport ne seraient pas concentrés lors du contrôle des bagages

à main. Ils seraient tantôt en train de causer pendant les heures de travail tantôt en train de papoter entre eux. Ce qui est encore plus ahurissant, c'est que le responsable de la communication des aéroports reconnaît la gravité de l'acte, mais se permet d'en minimiser les conséquences. Et de vouloir être rassurant quant aux sanctions infligées aux agents en poste ce jour-là.

Pour sûr, ce scandale serait peut-être une alerte pour prendre des mesures. La sécurité de plus de dix-huit millions de Maliens en dépend. C'est encore d'autant plus scandaleux que le Mali est un pays en proie à une sécurité permanente et sous menace djihadiste et terroriste. Faut-il rappeler que le Directeur général des Aéroports du Mali, jusqu'à sa nomination, était chargé de la sécurité de l'avion présidentielle. Ainsi, peut-être même le président de la République aurait pu être en insécurité.

■ Hamadoun MAIGA

Terrorisme dans la Région de Mopti : Les FAMAs enregistrent plusieurs morts

Le Mali en deuil une fois de plus. Nous regrettons un bilan provisoire de 25 morts dans le rang de nos FAMAs. C'était ce 30 septembre 2019 que les camps des FAMAs de Boulkessy et de Mondoro, dans la région de Mopti, ont subi une attaque sans précédent.

Au moment où l'on commençait à espérer avoir le dessus sur les ennemis de notre pays, les Forces Armées Maliennes subissent des attaques simultanées.

Le Gouvernement de la République du Mali

donne un bilan provisoire de 25 morts côté FAMAs, 4 blessés évacués à l'hôpital de Sévaré, 60 portés disparus et une perte énorme en matériels lourds emportés.

Côté ennemi, l'on dénombre 15 tués et 5 véhicules détruits par les frappes aériennes pour reprendre les camps.

Les FAMAs ont repris les camps et le ratisage continue.

■ **Moctar SOW**



Ministère de la Communication



République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

Le Gouvernement de la République du Mali informe qu'après un déploiement des Forces Spéciales maliennes depuis hier lundi, dans la zone des combats (Boukessi et Mondoro), les FAMA, malgré les tirs d'harcèlement des terroristes, ont pu réoccuper le camp de Boukessi, ce mardi soir.

Dans les rangs des FAMA, le bilan provisoire fait état de vingt-cinq (25) morts, quatre (04) blessés évacués par aéronefs FAMA sur Sévaré, une soixantaine de portés disparus et de lourdes pertes en matériels.

Du côté des terroristes, au moins quinze (15) tués et cinq (05) véhicules détruits par les frappes aériennes pour la reprise du camp.

L'identification se poursuit toujours sur le terrain avec le détachement FAMA en place.

Le Gouvernement informe, par ailleurs, qu'une opération conjointe d'envergure des FAMA et des Forces Armées burkinabé appuyée par Barkhane est en cours pour neutraliser les assaillants.

Le Gouvernement condamne cette attaque terroriste contre cette compagnie FAMA de la force conjointe du G5 Sahel avec la plus grande vigueur, s'incline devant la mémoire des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Les informations plus détaillées seront communiquées en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

Bamako, le 1er Octobre 2019

Ministre de la Communication,
Chargé des Relations avec les Institutions,
Porte-Parole du Gouvernement


Yaya SANGARÉ



Cité Administrative - Bâtiment No 9 - 3ème Étage | Tel: 20 01 90 11 | Bamako, Mali

Région de Kayes : La rentrée scolaire 2019-2020

La Région de Kayes à l'instar des autres régions du Mali a ouvert les classes pour l'année scolaire 2019-2020 sur toute l'étendue de la région ce 1er octobre 2019.

C'est le constat fait ce matin par les autorités Administratives, les politiques et les acteurs de l'écoles ; représentées dans une forte délégation dirigée par le représentant du gouverneur de région M. Adama Agassadou MAIGA conseiller aux affaires administratives et financières du gouvernorat.

Le ton est donné au Lycée Dougoukolo KONARE par la montée des couleurs, suivie de la visite des salles de classes.

Au groupe scolaire de Légal-Ségou, le constat est de même, le représentant du gouverneur et sa délégation ont suivi avec joie et espoir de voir l'école Malienne sur toute l'étendue du territoire Nationale maintenir le cap de stabilité de ce 1er octobre jusqu'à la fin de l'année scolaire ; la première leçon de l'éducation civique et morale dans une classe de 9ème Année portant sur les symboles de l'Etat : le drapeau national.

L'académie d'enseignement de Kayes : Est créée par le décret n°00-527/PRM du 26 Octobre 2000 relevant des circonscriptions administratives des cercles de Kayes, Kénéiba et Yelimané. Elle couvre cinq centres d'animation Pédagogiques (CAP) à savoir :

- Centre d'Animation Pédagogiques de Kayes Rive Droite ;
- Centre d'Animation Pédagogiques de Kayes Rive Gauche ;
- Centre d'Animation Pédagogiques de Yelimané ;
- Centre d'Animation Pédagogiques de Kénéiba et ;
- Centre d'Animation Pédagogiques d'Ambidédi. S'ajoutent à ceux-là, les établissements d'Enseignement secondaires généraux, techniques Professionnels et normal :
- Lycée Dougoukolo KONARE de Kayes ;
- Lycée de Kénéiba ;
- Lycée de Yelimané ;
- L'Institut de Formation Professionnelle Tertiaire de Kayes ;
- L'Institut de Formation Professionnelle industrie de Kayes

Institut de Formation de Maîtres « Tieman COULIBALY » de Kayes.

L'Académie d'Enseignement de Kayes compte au niveau du Préscolaire :10 635 élèves dont 5729 filles.

Au fondamental 1, on dénombre 116 727 élèves dont 12925 évoluant dans les écoles privées et 54 935 dans les medersas.

Quant au fondamental 2, il existe à ce niveau 33 689 élèves. Les écoles privées et les medersas comptent successivement 3280 et 6370 élèves.

Les salles de classes des écoles publiques se chiffrent à 4 460 dont 3 652 pour le fondamental 1.

Au niveau fondamental 1 et fondamental 2, le besoin en personnel enseignant se chiffre à 1141 enseignants.

Ce besoin se répartit comme suit :

-777 pour le fondamental 1 ;

-364 pour le fondamental 2.

La situation des examens du DEF au titre de l'année scolaire 2018-2019 se présente comme suit : sur un total de 10 048 inscrits, 9 342 ont effectivement pris part aux épreuves d'examens du DEF avec un taux de réussite de 51,56% (soit 4817 admis).

Au niveau de l'enseignement secondaire, l'effectif général se chiffre à 11 170 élèves.

Dans cet effectif, les établissements d'enseignements privés totalisent à eux seuls 7 933 élèves.

Les 3 237 élèves du public sont cadrés par 124 professeurs.

Notons que les filles représentent 36,13 % des effectifs de l'enseignement secondaire général.

Dans les établissements publics, le nombre de salles de classes est de quatre-vingt (80).

Au Baccalauréat, pour un total de 2626 élèves inscrits, 23 15 ont effectivement composés.

Le nombre d'admis est de 625 soit un taux de réussite 27%.



Terrorisme au G5 Sahel : Vers une nouvelle stratégie de communication de l'Élysée ?



Le Chef d'état-major général des Armées Françaises a décidé de communiquer avec les peuples Burkinabè et Malien pour laver sans nul doute son image flouée par la position ambiguë de Paris dans le retour à la stabilité dans la sous-région: aidons-le à se faire comprendre.

Depuis un certain temps, Nous n'avons cessé de critiquer les raisons de la présence de l'armée française sur le sol africain. Face à nos critiques, l'état-major des armées Françaises est sorti de sa réserve. Il communique désormais sur ses actions conjointes avec les armées burkinabè et malienne. Nous ne pouvons que le féliciter. Mais nous savons tous que ces réactions ponctuelles ne sont que de simples formalités de couverture.

D'ailleurs le nouvel Ambassadeur de France au Burkina Faso en définissant sa mission, souhaite améliorer l'image de son pays auprès de la jeunesse Burkinabè quand il déclare: « Mon job, c'est essayer de faire en sorte qu'on arrive à trouver un lien beaucoup plus confiant entre la jeunesse burkinabè et la France en général ». A ce niveau nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir de problème. Il lui suffit de rapporter à l'Élysée que la Jeunesse Africaine est fatiguée de tous ces traitements humiliants réservés aux chefs d'Etat Africains qui bafouent toutes les règles de diplomatie qu'un pays civilisé peut réserver à un chef d'Etat. Que les autorités Françaises arrêtent de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats souverains. Que les autorités Françaises sachent que nous sommes au courant de tout et donc qu'elles arrêtent de nous faire croire que la France est notre bon samaritain. Elle peut donc commencer par jouer franc jeu avec nous et donner des explications sur nos interrogations.

De 2014 à 2018, Nous n'avons cessé de demander des explications sur les noms donnés aux forces d'interventions françaises en Afrique.

Maintenant qu'ils ont choisi de communiquer, nous osons croire qu'ils nous expliqueront pour mieux nous convaincre.

La Côte d'Ivoire : la force d'intervention française était « Licorne ». La Licorne est le seul

animal mystique au monde capable de tuer un éléphant. Or l'emblème de la Côte d'Ivoire est l'éléphant.

La Libye : Force d'intervention française, « l'harmattan », ce vent impétueux qui laisse sur son passage la sécheresse. L'emblème de la Libye, c'est un aigle royal à la poitrine verte qui exprime la volonté du peuple Libyen de reverdir le désert.

Le Mali : Les forces d'interventions françaises sont Serval et Barkhane

Serval est un animal né entre le chat sauvage et la panthère sa langue fait 5m. Il se nourrit d'oiseaux.

L'emblème du Mali, c'est un vautour au cou doré qui couvre la mosquée de Ségou.

Barkhane : dunes de sable en forme de croissant, utilisées par les habitants du sahel pour cacher leurs trésors pendant les déplacements. Une sorte de coffre-fort.

Aussi ne pouvons-nous pas penser que Serval s'évertue à détruire l'emblème du Mali pour que Barkhane s'accapare de ses trésors cachés ? Mais bon ! C'est au Chef d'état-major général des Armées Françaises de nous expliquer mieux.

En 2015 le nom qui avait été choisi pour le Burkina Faso était Cougar, si force d'intervention il en aurait eu.

Il y a d'autres signatures que les forces françaises d'invasion utilisent en Afrique : par exemple les portes d'entrée, c'est toujours le Nord. Pour les dates d'entrée, la somme des chiffres est toujours comprise en 28 et 33. Les lieux des réunions avant d'intervenir dans un pays africain se tiennent la plupart du temps dans un pays où passe le méridien du Greenwich. Le temps universel étant défini à partir de ce méridien.

Par ailleurs, après le coup d'État du 16-17 septembre 2015, CÉil D'Afrik, de par son Président, a fait une brochure où tous ces éléments ont été longuement expliqués.

Nous avons déposé une copie au Chef d'état-major général des Armées Burkinabè. Notre objectif était de prévenir les autorités militaires sur les risques de voir le terrorisme français au Mali se propager au Nord du Faso.

Lorsque nous avons fait la première publication sur les codes du terrorisme français en Afrique, seuls un monsieur des services secrets camerounais et un autre monsieur du Ghana sont rentrés en contact avec nous. Comme on le dit, nul n'est prophète dans son propre pays.

En décembre 2016, nous avons été à la direction nationale du bureau de la CEDEAO pour le Burkina avec notre courrier. Le but était de demander aux autorités de la CEDEAO de mettre en place une force de défense conjointe pour libérer le Mali avant les deux années suivantes. Nous avons été renvoyés au Ministère des Affaires Étrangères pour recommandation. Dans ce ministère, nous avons déposé une demande d'audience qui est restée sans suite. Nous y sommes repartis une seconde fois, nous avons fait le tour de tous les secrétariats, notre courrier s'était simplement volatilisé, pas de trace. Nous avons donc décidé de laisser une seconde fois la brochure. Un monsieur que nous avons croisé au Ministère, qui a bien voulu lire le contenu du courrier, nous a dit ceci : « vous aussi, vous qualifiez la France de terroriste et vous voulez être pris au sérieux ? »

Toute guerre a une cinquième dimension et la France, sait bien s'en servir face à des Africains qui sont trop civilisés pour accorder de l'importance aux symboles et aux codes. Si en 2015, le Burkina a pu échapper aux effets de ses codes, c'est parce qu'en 2013, quelqu'un a pris position à partir du palais des sports de Ouaga 2000, contre les ennemis du Nord.

Aujourd'hui la CEDEAO semble avoir comprise ce que nous n'avions pas pu par le passé lui faire comprendre pour des raisons bureaucratiques. Que Dieu veuille sur l'Afrique.

CÉil D'Afrik
Le Président Larba Israël LOMPO

Incendie de deux camions citernes en l'espace de 24 heures : Curieuses coïncidences



Les deux engins de la mort appartiennent à la même société et à la même personne. Les autorités se sont contentées d'annoncer que «des investigations sont en cours pour comprendre les circonstances exactes de ces l'accidents et situer les responsabilités». On connaît la chanson ! Une chanson qui cache souvent des complicités. Le premier camion-citerne de 14 000 litres de carburant notamment de l'essence, a pris feu le mardi 24 septembre 2019 vers 16 heures près de la Station Shell non loin de l'Hôtel «Colibris» à Badalabougou, en plein centre de Bamako.

Le bilan provisoire à la date d'aujourd'hui est de 22 morts et une trentaine de blessés graves par suite de brûlures. Une quarantaine de motos calcinées sont visibles au lieu du sinistre. Idem les restes d'un pick-up ainsi que d'un bus de transport privé.

C'est à la suite d'un accident avec un motocycliste que le camion-citerne de 14 mille litres d'essence s'est d'abord renversé et a explosé cinq minutes plus tard.

Ignorant ce qui allait survenir, la foule présente sur les lieux s'est précipitée pour tenter de redresser la cabine en vue de sauver l'apprenti coïncé sous la cabine. Et au même moment, d'autres personnes puisaient de l'essence qui s'est déversée sur la chaussée. Etaient également présents des curieux, certains cherchant à faire des photos. C'est en ce moment que l'explosion s'est produite.

Le souffle a projeté tout ce beau monde et certains ont été atteints par les flammes. Parmi eux, des motocycles et autres passants qui attendaient sagement que le passage soit dégagé pour continuer leur route. Les commerces et non plus les réparateurs à côté ne furent épargnés. Certains ont été brûlés

vifs. Des véhicules de sapeurs-pompiers sont arrivés en renfort. Avec de puissants jets d'eau, les agents de la protection civile ont fait face à la situation.

Scène apocalyptique : des victimes en feu, ressemblant à de véritables torches humaines, couraient dans tous les sens en vue de trouver un point d'eau ou une source de fraîcheur. Les plus chanceux en trouvèrent dans les jardins potagers à côté et dans les caniveaux contenant des eaux de pluie stagnantes.

Les malheureux, à travers leur geste, ignoraient qu'ils aggravaient leur situation. Et pour cause. Selon les Pompiers que nous avons demandés, la meilleure façon d'atténuer les flammes en cette circonstance, c'est d'abord éviter de se débattre et de courir. L'air qui s'agite attise ainsi les flammes.

La solution consiste à enrôler la personne dans un tissu : vous pouvez l'envelopper dans une couverture ou un vêtement de coton ou de laine. N'utilisez surtout pas de tissu en matière synthétique qui s'enflammerait rapidement. Si la victime a suffisamment de force pour se déplacer, elle peut rouler sur le sol. Cela permettra d'étouffer rapidement les flammes.

N'utilisez surtout pas un extincteur à incendie. Qu'il soit à poudre ou à CO₂, il aggraverait les lésions dues aux brûlures.

Comme si de rien n'était

Un deuxième camion-citerne rempli de carburant (Gasoil) également de 45 000 Mille litres appartenant à la même société a également pris feu le lendemain. Parce qu'apprend-on, la société s'est abstenue d'immobiliser ses véhicules pour ne pas perdre de l'argent !

Ainsi, le mercredi 25 septembre vers 15 heures, cette autre citerne de la mort roulait comme si de rien n'était, avant de prendre feu. C'est arrivé près de la colline du même quartier Badalabougou à 100 mètre du Lycée CASTOR. Heureusement que la rentrée des classes n'est pas encore effective. Un sapeur-pompier, le héros du jour, le Sergent SIDIKI était là au bon moment. Il a pu éteindre la flamme du ca-

mion-citerne avec extincteur et éviter l'explosion en pleine journée avant l'arrivée des autres agents de la protection civile. Il mérite des félicitations !

Le silence coupable des pouvoirs publics

Le gouvernement malien n'a déterminé ni les causes des deux accidents, ni les circonstances. Il s'est contenté de lancer dans un communiqué laconique, que «des investigations sont en cours pour comprendre les circonstances exactes de ces l'accidents et situer les responsabilités». On connaît la chanson ! Il ressort de nos propres investigations que les deux citernes de la mort appartiennent au milliardaire MODIBO YARANANGORE de l'Etablissement YARA SERVICE sise au Quartier Mali. L'individu est connu pour son goût trop prononcé pour l'argent, qu'importe sa provenance. Nos autorités sont alertées : l'Etablissement YARA SERVICE DU MILLIARDAIRE MODIBO YARANANGORE est responsable de ces drames. Une citerne remplie de carburant doit-elle vraiment circuler à Bamako sans un extincteur, sans les mesures de sécurité en cas d'accident ou de feu ?

Les véhicules transportant des matières inflammables et de danger pour l'environnement doivent obéir à des règles spécifiques. L'Etablissement YARA SERVICE du MILLIARDAIRE MODIBO YARANANGORE respecte-t-il ces règles ?

Bien évidemment, nous poursuivons nos investigations. En attendant, n'est-il pas temps de revoir les horaires de circulation de ces engins à haut risque ?

Alors que les autorités en charge des transports et de la mobilité urbaine prennent leurs responsabilités afin de préserver la vie des Maliens. Et d'apporter une réponse à la mesure du drame qui a occasionné des morts et des dégâts matériels.

■ **Bamanan den (Issiaka COULIBALY)**

Panique généralisée à l'office du Niger : Le PDG et le DAF convoqués au pôle économique



C'est le sauve-qui peut à la Direction de l'Office du Niger depuis que le Président-directeur général et son Directeur administratif et financier (DAF) ont été convoqués chez le Procureur en charge du Pôle économique et financier de Bamako, Mamoudou Kassogué, le jeudi, vendredi et ce matin lundi. Mamadou Mbaré Coulibaly et Oumar Touré, respectivement PDG et DAF de l'Office du Niger, ont été entendus par le Procureur Kassogué, le jeudi dernier. Ce n'est que le samedi matin qu'ils sont rentrés à Ségou. Et directement, les deux responsables se sont engouff-

rés dans le bureau du PDG, avec l'instruction ferme de ne pas être dérangés. Selon des témoins, dans la cour de la direction générale, les deux compères semblent très agités et déboussolés, avec des mines qui en disent long sur la situation dans laquelle ils ont passé la nuit à Bamako. Comme des gens qui ont vu le diable en personne, Coulibaly et Touré ont à peine salué les gardiens qui se trouvaient devant à l'entrée à leur arrivée. Si pour l'heure aucune information n'a circulé sur le motif de leur interpellation, force est de reconnaître que le PDG et son équipe sont accusés depuis un

certain temps par le syndicat des travailleurs de l'Office dans une affaire de détournement de plusieurs centaines de millions de nos francs. Ces derniers ont saisi officiellement le Bureau du vérificateur général et le Procureur du Pôle économique pour voir clair dans cette affaire qui défraie la chronique depuis.

C'est la confusion totale dans cette boîte qui bat de l'aile depuis l'arrivée à sa tête du PDG Coulibaly. L'Office se porte très mal et le personnel ne cesse de le dire. Mamoudou Mbaré est aussi visé par une plainte de l'Odrs, dans laquelle Amadou Sanogo et autres se sont constitués partie civile. Il a été le patron de cette boîte entre 2014 et 2016. Sa gestion a été jugée catastrophique.

Tel un éléphant dans un magasin de porcelaine, le PDG aurait fait une gestion paternelle de l'entreprise au point de ramener tous les comptes au rouge. Il s'était aussi adonné à des mutations arbitraires contre des agents qu'il accusait de donner des informations de l'entreprise à la presse. Il a été débouté par la section administrative de la Cour suprême. La Cour avait cassé sa décision de muter des agents en question avant de lui demander de leur rétablir dans leurs droits.

Comme pour en rajouter à la confusion au sein de la boîte, les salaires des agents domiciliés à la Banque malienne de solidarité ont été bloqués. Selon des sources locales, la BMS évoque des raisons de coupure d'électricité. D'autres sources internes pensent que dans leur séjour au Pôle économique, le PDG et le DAF auraient oublié de prendre des dispositions pour le virement des salaires des agents. Pour sûr, c'est la panique et le sauve qui peut à Ségou et dans certains grands cabinets d'avocats cités dans cette affaire.

A suivre.

■ Hamadoun MAIGA

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Yaya Sangaré, ministre de la Communication, PPG : « Le dialogue national inclusif trouvera des solutions aux maux qui minent le Mali »

Dans un entretien qu'il a accordé à Mali Tribune, Yaya Sangaré, ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, s'est prononcé sur le dialogue national inclusif en préparation. Morceaux choisis.

Selon le ministre Sangaré, la crise sans précédente et multidimensionnelle à laquelle le Mali est confronté depuis 2012, impose le dialogue aux Maliens en vue de construire une vision concertée et à la hauteur des défis de l'heure.

Au cours du dialogue national inclusif, a-t-il, ajouté, il est prévu des débats sur les questions d'ordre sécuritaire, économique, politique, institutionnel, social, culturel et climatique.

« L'évolution de la situation sécuritaire ébranle le pays. Ajoutez à cela les manifestations et les grèves qui ont marqué toute l'année 2018 et une bonne partie de l'année 2019. Tout cela explique la détérioration du climat politique et la grogne sociale. Le report des élections législatives et la double prorogation de la mandature de l'Assemblée nationale en ont rajouté à la crispation politique. Mais sachons que les soubresauts d'un grand malade sont signe de vie », a affirmé l'ancien député de Yanfolila.

C'est donc pour décrire la situation politique et sociale, à ses dires, que le Président de la République a pris une série d'initiatives qui ont conduit à un calme relatif. La mise en place d'un gouvernement de mission suite à l'Accord politique de gouvernance conclu entre le gouvernement et une partie de la classe politique ainsi que les organisations de la société civile participent de cet effort.

« Le dialogue national inclusif est une forte demande de la classe politique et la société civile. Il est ressenti comme une nécessité par les forces vives de la nation pour sortir de la crise multidimensionnelle que vit le pays depuis 2012 ».

L'objectif est d'établir un diagnostic rigoureux des problèmes auxquels notre pays est



confronté, de même que leurs causes, en vue de proposer des solutions avec un chronogramme et un plan d'actions de mise en œuvre.

A en croire Yaya Sangaré, **« il est attendu beaucoup des débats sur les grandes questions engageant l'avenir du pays, notamment en matière de sécurité, paix, défense, de gouvernance et de rénovation de l'État. Les questions relatives à la révision constitutionnelle et aux élections, les insuffisances de la gouvernance ainsi que les responsabilités de tous les ac-**

teurs de la vie de la Nation seront, à l'occasion identifiées, discutées, et des solutions appropriées dégagées pour assurer un avenir dans la stabilité, la solidarité et la cohésion. Les conditions d'un sursaut national seront créées en vue d'asseoir et de consolider la paix et le vivre ensemble. Je garde donc de réels espoirs pour les conclusions du dialogue national inclusif pour mon pays, notre Mali à tous ».

■ Amadou Sidibé



IBK à propos du dialogue national inclusif : C'est un jalon capital dans notre cheminement démocratique et institutionnel

Le Mali a commémoré, le dimanche 22 septembre 2019, sa 59e anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. L'occasion était bonne pour le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita de s'adresser à la nation. Dans son discours, il a rendu hommage au père fondateur du pays et à leurs compagnons. L'actualité l'obligeant, il a apporté des réponses à certaines questions.

Selon le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita nul ne devrait mésestimer la signification profonde de la date du 22 septembre 1960 ni la symbolique majeure attachée à ce jour où le Soudan indépendant devint la République du Mali. Par-delà, souligne IBK, le devoir de mémoire, notre fidélité à leurs idéaux de justice et de progrès nous commande de faire de la date du 22 septembre un moment d'introspection, j'allais dire d'audit, et d'un audit sans complaisance, des résultats atteints dans notre trajectoire collective en tant que nation héritière de leur fierté sourcilieuse et de leur attachement au progrès pour

tous les Maliens. « **Le 22 Septembre doit être le jour privilégié pour célébrer l'union des cœurs à laquelle nous invitent toutes les traditions spirituelles présentes dans notre pays ; un rendez-vous de choix pour magnifier la solidarité, la fraternité, l'empathie, l'élan vers l'Autre, le dépassement de soi par le culte de l'effort** », dit-il.

Ainsi, le président IBK réaffirme qu'aujourd'hui plus que jamais, sa conviction est établie que, loin d'être un slogan, ou une simple vue de l'esprit condamnée à rester à l'état de vœu pieux, « **Notre Grand Mali avance** » est l'expression d'une rencontre entre une irréprouvable volonté des Maliens à prendre leur destin en mains et un engagement irréversible de notre part à faire en sorte que notre pays, le Mali, s'engage résolument sur la voie d'un développement soutenu et inclusif. Parce que, aujourd'hui plus que jamais, je suis convaincu de la pertinence du projet sociétal sous-jacent à « **Notre Grand Mali avance** », je voudrais

vous assurer que jamais je ne serai avare d'efforts pour qu'il devienne réalité, rassure-t-il. Et d'avancer que si « **Notre Grand Mali avance** » n'a d'autre ambition que de construire un Mali prospère, intègre, réconcilié avec lui-même et avec tous les peuples épris de justice, force est de reconnaître que sa réalisation se heurte aujourd'hui à des obstacles de tous ordres et en rencontrera d'autres demain, qui seront autant de défis à relever.

Les obstacles pour la mise en œuvre de l'Accord

Parlant d'obstacles, il lui vient à l'esprit, bien évidemment, et en premier lieu, les obstacles sur lesquels bute la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation signé sous les auspices de la communauté internationale entre l'Etat et les mouvements armés au Nord de notre pays. Selon lui, malgré les développements récents, dont la sortie de la première vague du DDR accéléré, au début de ce mois, des difficultés demeurent, inhérentes pour certaines d'entre elles à la nature même d'un tel accord ; liées, pour d'autres, à l'incompréhension, et par moments à l'intransigeance, de certains signataires. « **En ce jour anniversaire de notre indépendance, je tiens à réaffirmer l'attachement du Gouvernement malien à cet accord, quitte à en discuter certaines dispositions, l'essentiel étant d'en conserver l'esprit** », adresse-t-

il. Il indique, garant de cet accord et réaffirmant l'adhésion du Gouvernement à sa mise en œuvre, vouloir renouveler son appel à nos frères des mouvements signataires et les inviter à tout mettre en œuvre pour un retour à une normalité constitutionnelle et administrative dont l'absence hypothèque lourdement tous les efforts de développement.

Face aux grogues sociales

Comme chacun peut l'imaginer, je suis attentif aux impatiences qui s'expriment çà et là à travers le pays, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord et au Sud. Je ne saurais être sourd et insensible aux angoisses de la jeunesse et des travailleurs du Mali, de toutes les populations laborieuses de notre cher pays. « **Au sujet des revendications relatives au développement local et régional, je demande au Gouvernement d'étudier les conditions d'organisation de conférences de développement dans chaque région du Mali** », dit le président IBK. De son point de vue, ces conférences régionales de développement seront des Table Rondes avec la participation active des forces vives de chaque région, des diasporas maliennes, des partenaires de la coopération bilatérale, multilatérale et décentralisée. Ainsi, il fait entendre que certes, la demande de bonnes routes est légitime tout comme l'est le souci d'une meilleure gouver-

nance de nos ressources afin que chaque centime aille au précieux chantier du développement national. Pour autant, le recours à la violence comme moyen de revendication de droits, que l'Etat est le premier à reconnaître, ne saurait prospérer sans mettre en péril le contrat social. Car, en effet, si la République confère des droits, elle impose également des devoirs dont le premier est la renonciation à la violence comme moyen d'expression, conseille-t-il. Et d'insister par conséquent que, la violence qui tend à devenir un moyen de revendiquer, ne peut être tolérée.

Dialogue national inclusif, un potentiel insoupçonné

S'agissant toujours des défis que doit relever le Mali, me viennent également à l'esprit les difficultés à assurer au dialogue national le caractère inclusif que mon gouvernement et moi-même souhaiterions avoir. Pour que le Mali se ressaisisse, pour qu'il se regarde dans le miroir, pour qu'il s'ausculte, s'évalue, s'interroge et propose les solutions les plus consensuelles et les plus justes aux problèmes qu'il se pose, nous avons, comme vous le savez, apporté notre aval à l'idée d'un dialogue inclusif qui devrait, dans mon entendement, être un jalon capital dans notre cheminement démocratique et institutionnel. « **Je suis certain qu'il le sera si les ac-**

teurs qui y prennent part en ont une approche positive, j'allais dire citoyenne, et le saisissent comme une opportunité d'accroître, chacun en ce qui le concerne, sa contribution à l'édification d'un Mali où la force de la loi relèguera aux oubliettes de l'Histoire la loi de la force que d'aucuns veulent imposer », estime-t-il. A ses dires, ce dialogue sera des plus fructueux si celles et ceux qui y participent ont le souci de construire un Mali où il fera bon vivre parce les Maliens auront su, précisément à travers ce dialogue conciliant, trouver les voies et moyens les plus idoines pour affermir notre vécu institutionnel, renforcer les piliers de notre système démocratique, et revitaliser notre système social. « **C'est dire, mes chers compatriotes, que ce dialogue recèle, à mes yeux, un potentiel insoupçonné et que, à l'instar de millions de Maliens résidant sur notre territoire ou hors de nos frontières, j'en attends beaucoup** », soutient-t-il. « **J'en attends une lecture saine, parce que sereine, de la complexité de nos réalités. J'en attends des messages susceptibles de renforcer notre cohésion et de stimuler notre désir d'aller ensemble à la conquête de l'avenir** », souhaite-t-il.

■ B. KONE



PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Conférence-débat de l'Adema PASJ : Tiémoko Sangaré crache ses vérités



Le Président de Adema PASJ, Tiémoko SANGARE, profitant de la conférence débat de la section de la commune III tenue le samedi dernier, au Carrefour des jeunes, a craché ses vérités aux militants et responsables du Parti. Selon lui, il y a eu trop de laisser-aller et cela doit cesser. Rien ne sera plus comme avant. Aucun arrangement sur le dos du Parti et désormais aucune violation des textes ne sera toléré, a-t-il mis en garde.

À la tête d'une forte délégation du CE, le Président Tiémoko SANGARE a présidé la rencontre. Il avait à ses côtés le Secrétaire général de la section III de Bamako, Adama SANGARE. Ils avaient en face des centaines de militants venus des différents quartiers de la commune. À bâton rompu, ils ont échangé sur le dialogue national inclusif, la vie du parti, la participation de l'Adema dans le gouvernement et les perspectives des prochaines élections.

Dans ses mots de bienvenue, le Secrétaire général Adama SANGARE s'est réjoui de l'unité et de la cohésion qui règnent entre les militants au sein de la section III. Selon lui, elle est l'une des sections les plus sereines. En aucun moment, l'unité de la section n'a été ébranlée, a affirmé M. SANGARE. Cela a été confirmé à l'issue des élections communales de 2016 où ils ont obtenu la majorité dans la mairie.

Après ce défi réussi, il restera celui de converser la mairie du District à l'issue de l'élection

qui sera programmée, plaidant ainsi sa cause, puisque l'on apprend de plusieurs sources qu'il est annoncé pour être le candidat du parti de l'Abeille à cette consultation électorale.

Quant à l'animation du Parti, le Secrétaire général a rappelé les efforts consentis en termes de formation des membres sur notamment l'informatique, l'actualisation de la charte des partis politiques.

Toutefois, il est déçu de la mobilisation des militants lors des réunions des sous-sections, des comités et même de la section. « Les rencontres sont régulières, mais les militants ne se mobilisent pas pour aller y participer », a dénoncé le responsable politique de l'Adema PASJ.

Contrairement à une certaine compréhension, selon Adama SANGARE, la participation de l'Adema au gouvernement n'est pas un partage de gâteau, mais plutôt la prise de leur part « de fardeau dans l'œuvre de la construction nationale ».

Pour sa part, le Président Tiémoko SANGARE, à l'instar du Secrétaire général de la section, s'inquiète également de la situation qui prévaut dans le pays. En tant que membre de l'Alliance ensemble pour le Mali (EPM), ils sont, dit-il, appelés à jouer leur partition.

« Pour avoir 4 membres dans le gouvernement, la responsabilité du parti est pleinement engagée dans la gestion du pays », a déclaré le Président Tiémoko, tout soulignant que la décision de soutenir IBK était le meilleur choix

pour la stabilité du pays même si elle a été l'objet de beaucoup de controverses inutiles. Toute autre décision contraire serait une trahison des valeurs de base de l'Adema, a-t-il soutenu.

Par ailleurs, après une année de fonctionnement, l'EPM est confrontée à des défis à corriger, a constaté le président de l'Adema. « Nous avons des critiques, des réserves par rapport au fonctionnement de l'EPM. Nous avons décidé de nous investir à faire en sorte que les insuffisances que nous décrivons soient corrigées afin que l'Alliance puisse faire face à ses missions de façon réussie », a-t-il relevé.

Abordant la vie du parti en général, Tiémoko SANGARE n'a pas mâché les mots. Selon lui, tous les problèmes c'est que l'Adema « est un bourreau pour l'Adema ». Cela ne peut plus continuer, tempête-t-il. Ce faisant, il a promis de ne plus tolérer les manquements aux textes du parti.

« Il faut faire régner la discipline au sein du parti, il faut faire respecter les textes du parti, que force reste à la loi du parti, c'est la seule solution. On ne peut pas créer l'union, la cohésion sur des arrangements. Le respect de la discipline sera la base de tout ce que le parti va faire. Aucun arrangement sur les dos du parti, aucun arrangement au détriment de l'intérêt du parti. Il faut que cela soit clair. Je sais que dans le rang du parti beaucoup de camarades ne m'aiment pas à cause de mon attachement au respect des textes. Tous ceux qui violent les textes doivent être sanctionnés conformément à ce que les textes disent », a déclaré le patron de l'Adema.

Malgré les difficultés, le parti reste une grande formation même s'il a perdu sa place de première force politique. L'Adema doit tirer les leçons de ses échecs pour affronter les prochaines législatives. Cette occasion sera l'opportunité pour le parti de récupérer sa place de 1ère force parlementaire du Mali et surtout de montrer au peuple malien que leur victoire de 2013 a été volée.

« Notre ambition, c'est de réparer ce que nous avons considéré comme injustice en 2013 et de la manière la plus sportive et de redevenir la 1ère force parlementaire du Mali. Nous pouvons le faire, nous devons le faire », a martelé le président de la Ruhe.

■ Par Sikou BAH

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Carte NINA : Un sésame précieux mais inaccessible pour les maliens



Après l'élection présidentielle, l'accès à la carte Nina devient un véritable casse-tête qui préoccupe bon nombre de Maliens. A ce jour, aucun centre de retrait n'en distribue depuis très longtemps.

La carte Nina est désormais recommandée pour l'établissement de tous les documents administratifs importants au Mali (passeports, inscriptions scolaires, etc.). Aujourd'hui, la carte Nina apparaît comme de l'or aux yeux des demandeurs, notamment les étudiants désireux de s'inscrire dans les universités. Depuis quelques années, les Maliens de l'intérieur comme de l'extérieur déplorent vivement les difficultés liées à l'accès à la carte Nina imposée par les autorités.

A la Mairie de Korofina, un agent du Recensement administratif à vocation d'état civil (Ravec), Kassogué Diarra, confirme que depuis le mois d'avril, toutes les cartes Nina ont été retirées des centres de retrait et des mairies et transférées ou soit saisies par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. « Aucune carte n'a été délivrée depuis plus de 6 mois », dit Kassogué Diarra. Alors qu'en 2018, pour augmenter le taux de participation à l'élection présidentielle, le gouvernement avait engagé des procédures de recensement et de retrait de cartes sur toute l'étendue du territoire.

Pourquoi le gouvernement a-t-il saisi les cartes Nina qui préoccupent tant de Maliens ? Et quelles solutions, propose-t-il pour les Maliens, sachant que la carte Nina est d'une importance capitale, et d'un accès très difficile

? Pour ne rien arranger à cette situation, cette année l'État malien a exigé la carte Nina dans les dossiers d'inscription des élèves admis au bac. Et c'est à cause de l'indisponibilité de cette carte que les agents ne délivrent que des fiches individuelles pour représenter la carte Nina.

Dans la foule massée devant le centre d'enrôlement à Korofina, Samba Maïga, un jeune bachelier, est à la recherche d'une fiche individuelle pour son inscription à l'université. Il se plaint : « J'avoue que c'est la croix et la barrière. Pour un simple numéro Ravec, il faut passer tout ce temps et toute cette assiduité. C'est vraiment déplorable. C'est un véritable casse tête. » Pour lui, les autorités doivent prendre des dispositions pour plus de fluidité dans l'accès à ce document si important.

La majorité des Maliens sont encore dans le besoin de la carte ou même se faire enrôler. Ceux-là accusent les autorités de les priver de leur droit civil. Ce mécontentement est dû en grande partie à la lenteur sinon à l'indisponibilité des agents en charge du Ravec. Un autre jeune, Souleymane, assis sur un banc, la tête baissée, raconte : « Nous sommes fatigués. Nous avons cherché par tous les moyens. Cela fait cinq mois que je suis à la recherche de ma carte. »

Dans la foule, des Maliens vivant à l'étranger se plaignent. Bala Keïta, Malien vivant en France, désespéré et dégoûté, s'indigne : « À l'étranger, nous avons honte d'être Maliens à cause du problème de la carte Nina. Le consulat du Mali en France est fermé depuis un mo-

ment par la faute des Maliens effrénés pour la carte Nina. Je suis obligé de revenir au Mali. Depuis des années, j'ai usé corps et âme, mais je ne suis toujours pas satisfait. Alors que j'ai fait mon premier recensement depuis 2009, avant d'aller en France. »

Oumar Maïga, un autre demandeur, n'en démord pas : « J'ai fait mon recensement en 2015, et trois années passées en aller-retour pour ma carte Nina. A ce jour, je n'ai pas pu avoir ma carte. Je me suis fait enregistrer encore en 2018, mais jusqu'à ce jour, je n'ai pas reçu ma carte. »

À la mairie de Korofina, le seul centre d'enrôlement opérationnel à Bamako, le chargé d'enrôlement, Siramagan Diawara, confie : « Tout Bamako vient ici. Chaque jour, je travaille de 6 h du matin à 23 heures. Je peux recevoir entre 150 et 200 personnes chaque jour. »

Il se plaint de l'insuffisance des centres d'accueil et surtout l'irrégularité des agents dans les centres d'enrôlement à Korofina. « Pour tout Bamako, il n'y a qu'un seul centre qui reçoit les chercheurs de Carte Nina, celui de Korofina. C'est bizarre que des chefs de famille qui vivent de la sueur de leur front soient ici depuis des mois. Les agents nous donnent des faux rendez-vous. »

Contrairement aux autres, l'agent chargé de l'enrôlement à la mairie de Korofina pense que ce problème de la carte Nina est issu de l'incivisme du Malien. Il estime que beaucoup de Maliens ont négligé le recensement Ravec lancé depuis 2009 sur toute l'étendue du territoire. « J'en veux à ces gens. Les agents du Ravec se promenaient de porte en porte. Alors, ceux qui avaient négligé sont aujourd'hui dans le regret et le besoin s'impose », a martelé Kassogué Diarra.

Néanmoins, Kassogué Diarra appelle les Maliens à se nourrir de patience. « Les enfants ne doivent rater leurs études supérieures parce qu'ils n'ont pas été enrôlés. »

Du côté du ministère de l'Administration territoriale, c'est le silence radio. La responsable de la communication s'est barricadée derrière un courrier officiel qu'elle n'a jamais répondu. Pour sûr, la carte Nina étant un droit pour tout citoyen malien, la population appelle des autorités à prendre des dispositions rapides et idoines pour plus de fluidité dans l'accessibilité de la carte Nina.

■ **Jiadata MAIGA**

Armement militaire turc : Comment les drones tueurs sont devenus l'arme favorite de la Turquie



Le président turc Recep Tayyip Erdogan pose un autographe sur un drone stationné sur la base militaire de Batman, en Turquie, le 3 février 2018.

Le recours aux drones de combat n'est plus seulement l'apanage des États-Unis. La Turquie, qui a développé sa propre technologie, est devenue l'un des plus gros utilisateurs de ces armes, y compris sur son propre territoire et contre ses propres citoyens. Elle symbolise l'entrée dans l'ère de la prolifération.

Se retrouver dans la ligne de mire d'un drone militaire n'est pas en général une position très enviable. Ce n'est pourtant pas ce que l'on aurait cru en voyant la réaction de dizaines de milliers de visiteurs présents à un salon aéronautique organisé l'automne dernier.

Un drone militaire a décollé devant eux et a commencé à transmettre les images prises par sa caméra sur un écran géant. L'image était tellement précise que les spectateurs pouvaient distinguer leur propre visage dans

la foule. Ils voyaient exactement la même chose que le pilote, installé dans une cabine à côté de la scène. Sur l'écran, la foule apparaissait en pleine ligne de mire avec les indications de tangage, de roulis et d'altitude de l'appareil.

Lorsque le présentateur s'écria : "On vous voit, levez les mains !" les gens rugirent d'enthousiasme. Cette scène aurait pu se dérouler dans n'importe quel salon aéronautique, mais celui-ci avait ceci de particulier qu'il n'était pas organisé aux États-Unis – numéro un mondial des drones militaires et coutumier de ce genre d'événements –, mais en Turquie, dans les environs d'Istanbul. L'engin sans pilote qui électrisait la foule n'avait pas été fabriqué aux États-Unis, mais en Turquie. Et les spectateurs applaudissaient ce spectacle qui symbolisait l'entrée de leur pays dans le petit club des nations les plus avancées du monde sur le plan technologique.

Drones assassins

La Turquie est entrée dans le second âge des drones, une époque où le recours à des aéronefs télécommandés pour tuer se répand bien au-delà des États-Unis, premier pays à avoir lancé des missiles depuis ces engins après les attentats du 11 septembre. La Turquie figure désormais avec les États-Unis et le Royaume-Uni parmi les principaux utilisateurs de drones assassins au monde, selon les données rassemblées par The Intercept. Le pouvoir turc déploie ces armes contre les combattants de Daech en Syrie et le long de la frontière avec l'Irak et l'Iran, une région où l'utilisation constante des drones a permis à Ankara de reprendre l'avantage sur les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui lui tiennent tête depuis des décennies.

Alors que, pendant plus de dix ans, les États-Unis ont été les principaux utilisateurs au monde de drones de combat – la première attaque remonte à 2001 – plus d'une dizaine de pays possèdent à présent cette technologie. Depuis 2015, le Royaume-Uni, Israël, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis (EAU), l'Égypte, le Nigeria et la Turquie recourent tous à des drones armés pour exécuter des cibles humaines. Les tentatives de restrictions d'exportation mises en place par Washington pour contrôler la diffusion de cette technologie n'ont pas suffi à ralentir la course mondiale à ce nouveau type d'armement.

"Cela fait longtemps que la prolifération des drones armés est devenue hors de contrôle", confirme Chris Woods, journaliste spécialiste de la question depuis plus dix ans et rédacteur en chef du site Airwars, un observatoire des zones de conflit.

Il y a tellement d'États et d'acteurs non étatiques qui ont accès à cette technologie et qui l'utilisent à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières. Nous sommes clairement entrés dans le second âge des drones, celui de la prolifération."

Les exportations de drones américains de type Predator ou Reaper étant soumises à l'approbation du Congrès et du Pentagone, leur acquisition reste un processus long et compliqué. Certains acheteurs préfèrent se tourner vers la Chine et son CH-4, un drone aux caractéristiques similaires à celles du Predator (mais moins sophistiqué que le Reaper). Pourtant, même si les principaux fabricants comme la Chine ou les États-Unis

décidaient de restreindre leurs ventes, le génie est sorti de sa lampe : la technologie est désormais reproductible. C'est précisément la voie empruntée par la Turquie. Cette dernière se distingue en étant non seulement le plus avancé des nouveaux fabricants de drones mais aussi le seul pays à en faire régulièrement usage sur son propre territoire, contre ses propres citoyens.

Un étudiant audacieux

L'homme qui peut être considéré comme le père du programme turc de développement de drones s'appelle Selçuk Bayraktar. En 2005, ce jeune étudiant alors âgé de 26 ans parvint à convaincre un groupe de hauts responsables turcs d'assister à une démonstration de vol d'un drone de sa fabrication. Diplômé en ingénierie électrique dans la meilleure université de Turquie, Bayraktar avait obtenu un master à l'université de Pennsylvanie et faisait alors son doctorat au MIT [Massachusetts Institute of Technology]. Il savait qu'il travaillait sur une des technologies militaires les plus prometteuses du moment. Il n'était pas certain de ce qu'il allait faire après ses études, et il était temps pour lui de rentrer en Turquie. Les bras croisés, les représentants regardèrent l'engin s'élever dans les airs, puis redescendre doucement pour atterrir dans les mains de l'étudiant. **"Boeing, Lockheed, ce sont de grosses entreprises, n'est-ce pas ? déclara le jeune homme. Nous travaillons sur les mêmes systèmes qu'eux. Si la Turquie soutient ce projet de drone, en cinq ans, elle pourra devenir un leader mondial, sans problème."** Un discours audacieux qui ne persuada toutefois pas immédiatement les représentants turcs. Bayraktar était alors un parfait inconnu dans les cercles du pouvoir à Ankara. Sa famille possédait une entreprise baptisée Baykar Makina, créée en 1984 par son père, lui-même ingénieur, afin de fabriquer des pièces détachées pour l'automobile à l'époque où le gouvernement turc cherchait à développer une filière nationale. Au tournant des années 2000, l'entreprise commença à s'intéresser aux drones. En 2007, Bayraktar quitte le MIT et retourne en Turquie pour se consacrer entièrement à ses drones.

Sénégal, Abdou MBOW : « Cela fait sept ans que nous sommes au pouvoir, mais nous ne sommes toujours pas organisés »



Après Pape Gorgui NDONG qui a déploré l'absence d'organisation de l'Alliance pour la République (APR), c'est au tour du député Abdou MBOW d'en faire l'amer constat.

Présent à la deuxième édition de l'École du Parti de la construction et de la solidarité (PCS/Jengu Tabax), le porte-parole adjoint du parti de Macky SALL a confessé que l'absence de structuration de l'APR est un problème sans solution.

« Cela fait sept ans que nous sommes au pouvoir, mais nous ne sommes toujours pas organisés. C'est un problème et nous le savons. Nous y réfléchissons, mais nous n'avons pas encore trouvé de solutions. Il faut que les hommes politiques du Sénégal écrivent sur les orientations politiques, les expériences. Sinon,

nous allons continuer à lire les autres penseurs en politique. Il faut que ces barrières sautent. En 2000, j'ai voté pour Me WADE et beaucoup de jeunes, aussi. Mais personne ne peut dire pourquoi et les raisons. Tout ce qu'on savait, c'est que les autres avaient duré au pouvoir et il était temps qu'ils partent », a martelé le vice-président de l'Assemblée nationale. Poursuivant, Abdou MBOW pose le doigt sur l'un des principaux problèmes de la politique : le suivisme absolu. « Vous devez toujours défendre les positions de votre leader. Si vous avez quelque chose à lui dire, attendez d'être en privé. Là, vous lui dites vos vérités. Mais en public, vous devez toujours défendre ses positions. Un porte-parole de l'APR n'a pas à se soucier de son image, il doit juste rapporter la position de son parti », indique-t-il.

Tournoi UFOA : La belle entrée en lice du Mali contre le Niger

L'équipe nationale locale du Mali a effectué son entrée en lice à la 2e édition du tournoi UFOA (...). Opposés à leurs homologues du Niger, les Aigles locaux se sont imposés par le score de 3 buts à 1. Après l'ouverture du score par Issiaka Samaké (4') en première période, les protégés de Nouhoum Diané ont déroulé en seconde période avec deux autres réalisations signées Moussa Koné alias Koffi (63') et Ibourahima Sidibé dit Ibra (67'). Les Nigériens ont sauvé l'honneur à la 84'. Du coup, les Aigles locaux se qualifient pour le prochain tour. En quarts de finale, le Mali affrontera la Sierra Leone également tombeur du Liberia (1-0). Ça sera le dimanche 6 octobre.



AS Bakaridjan : Premier club à avoir éjecté son entraîneur

À peine la saison commencée, l'AS Bakaridjan donne le ton. Avant même que la 4e journée, dont il reste le match en retard Djoliba AC-ASB, ne prenne fin ce mercredi, l'équipe de Barouéli s'est débarrassé de son entraîneur. Selon les explications du secrétariat général du club, Débé Tamboura a été remercié pour insuffisance de résultat. En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur titulaire, l'intérim sera assuré par le duo Bourama Siré Camara-Mohamed Lamine Sissoko.

Ce même Bourama Siré (Photo) qui a été l'adjoint de Moussa Kéita alias Dougoutigui sur le banc de l'équipe de Barouéli. Avec 3 matches joués (le 4e en retard contre le Djoliba à domicile, 3e journée), l'AS Bakaridjan occupe l'avant-dernière place (11e sur 12) dans la poule A avec seulement 1 point suite à deux défaites et un match nul. Pire, l'équipe n'a jusque-là pas marqué de but alors qu'elle en a encaissé 2.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquerez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.

FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie